POUR L'INFORMATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION POUR LE RESPECT DES OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DES ETATS MEMBRES

Greffe de l'Assemblée

Carnet de bord n° 1999/087
25 mai 1999

La Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe, réunie le 20 mai 1999 à Paris, sous la présidence de M. Mota Amaral:

- *Ukraine (co-rapporteurs: M. Kelam, Estonie, PPE/DC, et Mme Severinsen, Danemark, LDR):* a adopté un projet de résolution et un projet de recommandation;

- *Lettonie (co-rapporteurs: MM. Davis, Royaume-Uni, Soc, et Jansson, Finlande, LDR):* a amendé et ensuite approuvé le rapport d'information;

- *Turquie (co-rapporteurs: MM. Bársony, Hongrie, Soc, et Schwimmer, Autriche, PPE/DC):* a entendu un compte rendu de M. Bársony concernant l'audience de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara consacrée à l'affaire Öçalan le 30 avril 1999, et a exprimé son inquiétude face aux peines capitales prononcées contre les frères Sakik le 20 mai 1999;

- *Albanie (co-rapporteurs: MM. Smorawinski, Pologne, PPE/DC, et Sole Tura, Espagne, Soc):* a entendu un compte rendu de M. Sole Tura et décidé de convenir à sa prochaine réunion les dates de la prochaine visite d'information à la lumière d'un projet de programme;

- *ex-République yougoslave de Macédoine (co-rapporteurs: M. Dumitrescu, Roumanie, Soc, et Mme Gelderblom-Lankhout, Pays-Bas, LDR):* a pris note d'une demande des co-rapporteurs d'effectuer une visite d'information et décidé de convenir à sa prochaine réunion les dates d'une telle visite à la lumière d'un projet de programme;

- *Moldova (co-rapporteurs: M. Columberg, Suisse, PPE/DC, et Mme Durrieu, France, Soc):* a pris note du report de la Conférence parlementaire sur la Transnistrie, prévue pour les 28 et 29 mai 1999 à Odessa;

- *Russie (co-rapporteurs: MM. Bindig, Allemagne, Soc, et Muehlemann, Suisse, LDR):* a reporté à sa prochaine réunion le compte rendu des co-rapporteurs de leur visite d'information (12-15 mai 1999);

- *Slovaquie : (co-rapporteurs: MM. Magnusson, Suède, Soc, et Sinka, Lettonie,GDE):* a invité les co-rapporteurs à présenter un compte rendu de leur visite d'information (31 mai – 2 juin 1999) à sa prochaine réunion;

- a décidé de tenir sa prochaine réunion à Strasbourg pendant la prochaine partie de session de l'Assemblée (21-25 juin1999).

Egbert Ausems, Guy Dufour et Despina Chatzivassiliou

cc: Greffier de l'Assemblée
Greffiers adjoints
Tous les agents du Greffe
Secrétaires des Délégations Nationales de l'Assemblée
Secrétaires des Groupes Politiques de l'Assemblée
Directeurs
Directeur du Cabinet du Secrétaire Général
Secrétariat du Comité des Ministres
Représentations Permanentes au Conseil de l'Europe

Es la primera vez que la OTAN actúa en Europa con bombardeos. Y los europeos estamos implicados. Por un lado, nos va bien que la OTAN asuma todas las cargas militar y económica. Por otro nos inquieta su prepotencia y nos inquietan sus errores.

Los que reclaman que la OTAN deje de actuar se sitúan todavía en el viejo clima de la guerra fría. El problema es si no se puede comprender el proceso de los expulsados y cómo los protegemos. Y, desde el punto de vista militar: y si aceptamos que debe el proceso de la OTAN o pocos ~~Estados~~ estos las fuerzas gestionan la situación europea.

La historia. Paz en Europa porque estaba dividida en dos bloques y porque los europeos no mandaban.

La caída del Muro de Berlín esto se acabó para el Este, pero la Europa occidental sigue desde el punto de vista militar en la misma situación.

~~Luego otras veces~~ ~~Desde~~ En el viejo bloque nada ha cambiado: muchos países esperan su plena integración en la Europa occidental y en la OTAN, excepto Rusia y Serbia. Los serbios, como los alemanes que expulsaron a los demás de ~~...~~ Hitler, ven que los demás intervinimos militarmente y vuelven a la frontera. Y Rusia más (recordar imperio de Rostov).

Me llama la atención cuando Yugoslavia es el único país que intentó situarse fuera de la lógica de los bloques.

Hemos aceptado
ONU pues
en bastantes
y pues
rebelde el
poder del liderazgo.

Podemos
aceptar
retos en
nuestra
economía?

Hay la misma
Europa? Hay un liderazgo
como Td, en visión global de
Europa?
Prueba la U.E. Tiene una
defensa común, integrada?
¿de ONU? La base todavía en la
creación de fuerza después
de la II Guerra Mundial.

2ª guerra fría he aceptado la
paz, pero a un precio último:
aceptar, en ambos lados, la
dictadura (España, Rusia,
Irán, el lado occidental)

Points à examiner en vue de leur inclusion dans le projet de recommandation sur le suivi de la situation dans les Balkans

---

Réfugiés et déportés

Des centaines de milliers de réfugiés albanais kosovars ont franchi la frontière pour se rendre en Albanie, en ERYM, au Monténégro et en Bosnie-Herzégovine ; – impréparation de la communauté internationale et du HCR ; – différents types d'hébergement en Albanie, en ERYM et au Monténégro ; – transfert vers des pays tiers situés hors de l'Europe du Sud-Est ; – l'OTAN en tant qu'organisation humanitaire ; aide à apporter aux pays d'accueil et la nécessité de fournir cette aide de toute urgence pour des raisons économiques et humanitaires.

Albanie

Attitude louable du gouvernement albanais et des institutions du pays en dépit de la difficulté de la situation et des obstacles rencontrés, qui sont dus à l'inefficacité et à la corruption d'une grande partie de l'administration publique et à l'ingérence des réseaux criminels organisés aux points d'arrivée et de distribution de l'aide humanitaire ; – insuffisance de l'action de l'UEO et de la mission menée par l'EMCP ; – besoin urgent d'aide financière et nécessité absolue de faire accéder l'Albanie à une phase de pré-adhésion à l'UE ; – l'Albanie comme base principale de l'OTAN ; – révision à la baisse de certains des objectifs que les Albanais kosovars avaient espéré atteindre mais qui se sont révélés hors de portée (l'indépendance du Kosovo).

Bosnie-Herzégovine

Lent retour des réfugiés à la suite de la guerre qui a pris fin avec l'Accord de paix de Dayton ; – présence massive de la SFOR ; – admission au Conseil de l'Europe ; – attitude du gouvernement central et des Entités en ce qui concerne la crise du Kosovo, aggravée d'une part par la destitution du Président de la Republika Srpska, M. Poplasen, pour entrave à l'Accord de paix de Dayton, d'autre part par la décision d'attribuer le contrôle du site stratégique de Brcko aux trois groupes ethniques ; – graves pertes économiques dans une situation très difficile.

Bulgarie

Un mois après le début des frappes aériennes, la Bulgarie estime les pertes subies par son économie à 33 millions de dollars des Etats-Unis en raison de l'arrêt des exportations vers l'Europe occidentale et la RFY ; – réduction des investissements étrangers ; – développement de l'économie parallèle et du crime organisé ; – progression très lente des privatisations ; – frappes accidentelles de l'OTAN en Bulgarie et, par conséquent, tensions au sein de la population en dépit de la volonté d'adhérer à l'OTAN ; – décision prochaine de l'UE d'entamer un processus de pré-adhésion avec la Bulgarie ; – amélioration des relations avec l'ERYM en ce qui concerne les questions linguistiques et le transfert des équipements militaires excédentaires pour renforcer la défense des frontières de l'ERYM.

ERYM

Le risque existe que la gravité de la situation des Albanais kosovars déportés qui se rendent en ERYM ou le souhaiteraient bouleverse l'équilibre ethnique dans le pays. La conduite irresponsable des forces de police de l'ERYM est à déplorer ; – elles ont fermé la frontière et même refoulé des convois réfugiés au Kosovo ; – existence possible d'accords secrets avec la Serbie pour contrôler l'afflux de réfugiés ; – vive sympathie de la population envers la Serbie ; – non-renouvellement du mandat de la FORDEPRENU ; – remplacement de cette force par la Force d'extraction et maintenant par l'ARRC

(Corps de réaction rapide du Commandement allié en Europe) ; – l'ERYM s'efforce elle aussi d'obtenir un accord de pré-adhésion avec l'UE et l'adhésion à l'OTAN.

Hongrie

Ayant adhéré à l'OTAN quelques semaines avant le début des frappes aériennes, elle a mis son espace aérien à la disposition de l'Alliance, mais son ses forces armées ; – grave inquiétude pour les centaines de milliers de Hongrois, présents en Voïvodine, certains étant engagés dans l'armée serbe et les autres étant exposés aux bombardements de l'OTAN, comme ce fut le cas dans la ville de Subotica.

Grèce

La majorité de la population grecque sympathise profondément avec la Serbie pour des motifs religieux ou en raison de relations amicales qui remontent à 1840. La Grèce ne s'est néanmoins pas opposée aux frappes aériennes et elle est favorable à une large autonomie pour le Kosovo ; – elle est loyale envers l'OTAN.

Monténégro

Deuxième république de la RFY comptant 600 000 habitants, territoire montagneux et seul débouché maritime pour la Yougoslavie ; – le Président du Monténégro, M. Dukanovic, après avoir dénoncé la folie de la politique menée par Belgrade contre l'ensemble du monde, condamne néanmoins les frappes aériennes qui n'épargnent pas le territoire du Monténégro ; le Monténégro doit en même temps surveiller l'armée fédérale yougoslave ; – il a accueilli un grand nombre de réfugiés du Kosovo, mais la situation économique s'aggrave en raison non seulement des frappes aériennes mais aussi de l'embargo de l'UE. Le résultat est un effondrement dramatique du commerce et une augmentation concomitante de l'économie parallèle et de la contrebande.

La situation économique dans les Balkans

Le commerce entre la Bulgarie, la Grèce, la Bosnie-Herzégovine, l'ERYM et la Roumanie d'une part, la République fédérale de Yougoslavie d'autre part, est très difficile, voire bloqué en raison des dégâts que les frappes aériennes ont causés aux voies d'accès ou aux usines qui ont besoin de faire venir des pièces d'autres pays. La navigation fluviale en Ukraine, Bulgarie, Roumanie et Hongrie est dans une situation critique. Le tourisme a énormément souffert en Croatie, en Bulgarie, en Roumanie, et au Monténégro, ainsi qu'en Grèce et en Italie sur la côte adriatique, où l'industrie de la pêche connaît elle aussi des problèmes du fait des pièces d'artillerie non explosées qui sont prises dans les filets.

En RFY, la crise économique a été aggravée par le récent durcissement des sanctions. S'y ajoutent l'absence de restructuration de l'économie et l'accroissement continu de la dette intérieure et extérieure causé par près de dix ans de guerre ou de tension.

Embargo

L'embargo pétrolier est appliqué par les pays de l'UE, les membres associés de l'UE et les pays de l'AELE qui font partie également de l'espace économique européen. Autres domaines où l'intervention est nécessaire : restrictions des mouvements de Milosevic et de ceux de sa famille et des hauts fonctionnaires ; interdiction d'exporter des produits qui pourraient servir à des fins de génocide ; embargo sur les investissements étrangers et les vols entre la RFY et les pays de l'UE.

Religions

Tentative de transformer le présent conflit en une guerre de religion par une sainte alliance qui unirait les Eglises orthodoxes de la RFY et de la Russie ; profonde réconciliation entre l'Eglise orthodoxe et l'Eglise catholique pendant la visite du pape en Roumanie. Une réunion a eu lieu entre l'UE et la Conférence islamique pour parvenir à un règlement pacifique au Kosovo.

Nations unies

Le 9 avril, 15 jours après le début des frappes aériennes de l'OTAN contre la RFY, le Secrétaire général des Nations unies a manifesté à nouveau son intérêt pour le Kosovo en lançant un appel aux autorités yougoslaves qui a été bien accueilli dans les capitales européennes. Si cet appel avait été entendu par Milosevic, Kofi Annan aurait demandé la suspension immédiate des frappes aériennes, ce qui aurait donné au Conseil de sécurité l'occasion de jouer un rôle sur l'échiquier politique international.

Russie

Le rôle joué par la Russie dans les tentatives de médiation est d'une importance capitale, mais elle doit surmonter de nombreux obstacles dus à l'OTAN (bombardement de l'ambassade de Chine) et affronter des problèmes de politique intérieure (procédure de destitution de M. Eltsine). Le Parlement européen a proposé une stratégie commune concernant la Russie qui englobe les problèmes de sécurité, de défense et d'armements ainsi que les questions concernant le développement de la société civile, la sécurité nucléaire et de l'environnement et la libéralisation des marchés.

UÇK

Les opinions divergent à propos de l'UCK (Armée de libération du Kosovo), considérée comme le champion de l'indépendance du Kosovo et de l'instauration d'une grande Albanie. Presque tous les pays occidentaux, à l'exclusion des Etats-Unis, nourrissent des soupçons à son égard et maintiennent aussi une certaine distance vis-à-vis de l'Albanie. (?)

Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est

A l'initiative de la présidence allemande de l'UE, une conférence internationale se tiendra le 27 mai à Bonn, qui jettera les bases du rétablissement d'une paix durable dans l'ensemble de la région. La conférence abordera aussi le coût de la reconstruction. Les participants seront les Etats membres de l'UE et les pays associés, la Commission européenne, neuf pays de la région des Balkans, les Etats-Unis, la Russie, le Canada, le Japon, l'OTAN, le Conseil de l'Europe et les grandes institutions financières internationales. Une réponse devra être trouvée à la question de savoir comment «débalkaniser les Balkans et donner un coup de fouet à l'économie dans un environnement où les droits de l'homme seront respectés ?».

Il s'agit donc de donner une perspective européenne à tous les pays des Balkans qui sont ou ont été impliqués dans les conflits ethniques. La Serbie en bénéficiera également lorsqu'elle aura pris les mesures nécessaires pour sortir de son long isolement.